



Enfin reçue au ministère de l'Éducation : l'Intersyndicale 93 exigera des moyens à la hauteur des besoins pour l'école publique du département

Le 12 mars prochain à travers l'intersyndicale Plan d'Urgence 93, c'est toute l'éducation de Seine-Saint-Denis qui sera – enfin – reçue au ministère de l'Éducation Nationale. Le 17 février dernier, forte de la mobilisation régionale contre les suppressions de postes, l'intersyndicale FSU-CGT-SUD-CNT de Seine-Saint-Denis avait déposé une demande d'audience au ministère. Nous y porterons la voix des 33000 personnels d'éducation et d'enseignement du département et exigerons un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis !

Notre objectif : un plan d'urgence pour l'éducation !

L'impératif de l'intersyndicale éducation 93 est claire : il faut réparer notre école, alors qu'elle ne cesse de s'enfoncer dans une crise majeure et qu'elle est à un point de bascule. L'Etat doit s'attaquer aux inégalités dans le département le plus pauvre de France hexagonale. Les personnels ne sont pas résigné.es face au démantèlement en bande organisée de l'éducation nationale.

En 2024, notre mobilisation massive dans le 93 a fait date. Cent jours de grève historique ont imposé dans le débat public la réalité d'un abandon structurel de la Seine-Saint-Denis. La dissolution a interrompu le mouvement. Elle n'a rien réglé.

Notre département est à un point de bascule

Pendant que l'État parle d' « excellence », nos établissements manquent de tout : personnels enseignants, vies scolaires, remplaçant-es, personnels médico-sociaux, psychologues, AESH - auxquelles la macronie agonisante a honteusement refusé un statut il y a quelques semaines.

Pour la rentrée 2026, **25 ETP manquent dans les collèges simplement pour simplement compenser la hausse démographique.**

Plutôt que d'investir, le ministère avance le plan « collèges en progrès », qui prépare la contractualisation des moyens et l'affaiblissement de l'éducation prioritaire.

Nous ne serons pas des cobayes et refusons que notre département soit, une nouvelle fois, le laboratoire du démantèlement de l'école publique et de la France-télécomisation de l'éducation nationale.

Dans le 1er degré, sous couvert de baisse démographique, le gouvernement fait payer le prix fort à l'école. **Le 93 va devoir rendre 67 postes à la rentrée 2026.** Alors qu'il aurait été possible d'abaisser les effectifs dans toutes les classes, de créer des postes de remplaçant-es, de restaurer les PDMQDC et les RASED, les choix politiques sont tout autre, malgré tous les voyants déjà au rouge, le primaire est une nouvelle fois privé de moyens pour lutter contre les inégalités notamment en Seine-Saint-Denis.

L'Etat investit 30% de moins pour un élève du 93

Notre école est parmi les moins financées de France: un·e élève de Seine-Saint-Denis représente en moyenne 6 200 euros de dépense publique par an, contre 8 840 euros au niveau national. C'est un rabais honteux de 30%, sur le dos de nos élèves, alors même que 2/3 de nos établissements sont classés en éducation prioritaire.

En conséquence, nos élèves perdent en moyenne plus d'1 an de scolarité entre la maternelle et le lycée, faute de remplaçant·es en nombre suffisant.

Cette inégalité budgétaire massive produit des effets concrets : classes surchargées, absences non remplacées, dégradation constante des conditions d'étude de nos élèves et de la scolarisation des élèves en situation de handicap. Le nombre d'AESH est insuffisant. Notre département a besoin de création de postes de médecin, d'infirmier·ères scolaires et assistant·es sociales. De manière urgente, il faut financer la remise en état des écoles, collèges et lycées dont le bâti scolaire est en mauvais état.

C'est une rupture d'égalité radicale et les manques sont criants : notre mobilisation les a chiffrés en organisant une large enquête auprès des 1 046 établissements publics du département. Elle a donné lieu à l'élaboration de doléances chiffrées : la vérité par et pour le terrain.

Mais ce n'est pas une fatalité : c'est un choix politique.

Le 93 en bas de l'échelle d'une école française déjà à la traîne

Chaque euro retiré à l'éducation publique produit des coûts sociaux démultipliés.

En Seine-Saint-Denis, le sous-investissement chronique se paie en inégalités durables.

Le département le plus jeune et le plus pauvre de l'Hexagone mérite mieux que des discours. Il mérite l'égalité réelle.

Le 12, nous serons au ministère pour gagner !

Nous y porterons les exigences du terrain.

Nous y défendrons un plan de rattrapage massif.

Nous y rappellerons que l'égalité n'est pas une option budgétaire.

Le 93 ne sera pas le laboratoire du démantèlement de l'école publique.